

« I- Les relations extérieures du Canada »

Manon Tessier

Études internationales, vol. 28, n° 1, 1997, p. 123-145.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703710ar>

DOI: 10.7202/703710ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(octobre à décembre 1996)

A — Aperçu général

Les trois derniers mois de l'année 1996 furent fertiles en événements et le Canada a pris d'importantes décisions dans presque tous les domaines de sa politique étrangère. Tout d'abord, il initia un projet militaro-humanitaire dans la région des Grands Lacs qui, s'il ne donna pas les résultats escomptés, lui permit néanmoins de faire preuve d'un interventionnisme inusité. Une activité fébrile se manifesta aussi dans la sphère économique où deux événements majeurs marquèrent le trimestre : la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Chili et la signature d'une Déclaration politique avec l'Union européenne. Les autres régions ne furent pas oubliées puisque le Canada explora aussi les possibilités d'affaires au Moyen-Orient, poursuivit sa percée commerciale en Europe de l'Est et désigna l'année 1997 comme l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique. Cette dernière région fut d'ailleurs, une fois encore, une cible privilégiée des dirigeants canadiens qui y séjournèrent à plusieurs reprises.

Signalons enfin qu'un changement ministériel se produisait le 4 octobre. M. Don Boudria devint alors ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie tandis que M. Doug Young était nommé au poste de ministre de la Défense nationale¹. La nomination de M. Young fut suivie de la démission, quatre jours plus tard, du chef d'État-major de la Défense, Jean Boyle.

B — Le renouveau de la politique étrangère

Ce trimestre, le gouvernement canadien entreprenait d'élargir la gamme de ses outils de politique étrangère à la lumière des défis du ^{xxi}e siècle et

* Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.

1. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 octobre 1996 et *Communiqué*, 8 octobre 1996; *The Globe and Mail*, 5 octobre 1996, pp. A1-A6, 7 octobre 1996, pp. A1-A4 et 10 octobre 1996, pp. A1-A9.

décidait de privilégier deux domaines cruciaux de sa politique étrangère : la consolidation de la paix et le contrôle de l'information². La consolidation de la paix qui s'inspire du concept de sécurité humaine se base notamment sur une capacité d'intervention rapide et une habileté à former des partenariats entre les diverses couches de la société canadienne. Un fonds supplémentaire de 10 millions de dollars y sera consacré. La stratégie de l'information repose sur le concept de « soft power » ou « puissance douce » défini comme la faculté d'influencer les autres en présentant des idées et des modèles attrayants. Dans cette optique, la constitution de coalitions internationales et la persuasion valent mieux que la coercition, et les nouvelles technologies de l'information deviennent dès lors un moyen d'atteindre ses objectifs de politique étrangère dans son ensemble (commerce, culture, éducation, aide au développement, etc.). Une stratégie d'information internationale sur le Canada (SIIC) était lancée le 6 décembre et, quelques jours plus tard, des fonds étaient dégagés pour permettre à Radio Canada International (RCI) de poursuivre ses activités.

C — Les politiques de défense

1 — L'OTAN

Le Conseil de l'OTAN et le Conseil de coopération nord-atlantique se réunissaient, les 10 et 11 décembre, à Bruxelles avec en toile de fond la question du remplacement de l'IFOR (force d'application de l'OTAN en Bosnie) et celle de l'élargissement de l'OTAN. À l'égard de ces questions, le ministre canadien des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, insistait sur la nécessité de traduire en justice les criminels de guerre, la nouvelle SFOR (Force de stabilisation) devant, dans ce domaine, jouer un rôle clé. Quant à l'élargissement de l'OTAN, le ministre soulignait de nouveau l'importance de prendre « toutes les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations de la Russie » et d'adopter « une politique d'engagement actif » envers les États baltes dans l'éventualité où ceux-ci ne joindraient pas l'Alliance lors d'une première vague³. De façon générale, concluait le ministre, l'OTAN doit relever le défi de sa réforme et du réaligement de ses structures en renforçant à la fois le rôle de l'Europe et l'engagement de l'Amérique du Nord.

Notons d'autre part que M. Javier Solana, le Secrétaire général de l'OTAN, annulait sa visite prévue à la mi-novembre au Canada⁴.

2. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 96/46, 30 octobre 1996, *Déclaration* n° 96/53, 6 décembre 1996 et *Déclaration* n° 96/57, 13 décembre 1996 et *Communiqué* n° 238, 6 décembre 1996 et *Communiqué* n° 243, 12 décembre 1996.

3. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 96/56, 10 décembre 1996; *Le Devoir*, 11 décembre 1996, p. B5; *The Globe and Mail*, 11 décembre 1996, p. A16.

4. *The Globe and Mail*, 16 novembre 1996, p. A3.

2 – Le désarmement et le contrôle des armements

Ottawa accueillait du 3 au 5 octobre une conférence internationale sur les mines antipersonnel réunissant quelque 70 gouvernements, 250 organisations non gouvernementales et organismes internationaux désireux de faire avancer le dossier de l'élimination complète de ces armes. Les participants adoptèrent à cette occasion un Plan d'action et une Déclaration énumérant diverses activités et décisions destinées à accélérer le processus d'interdiction. Ardent promoteur de ce projet, le Canada s'est dit prêt à accueillir en décembre 1997 la cérémonie de signature d'un tel traité, un objectif qu'il considère réalisable en raison du momentum donné par la Conférence d'Ottawa et du consensus dégagé en faveur de la présentation d'une résolution à l'Assemblée générale de l'ONU⁵. Le gouvernement canadien annonçait aussi une contribution supplémentaire de 2 millions \$ pour des opérations de déminage et procédait à la destruction immédiate des 2/3 de ses stocks de mines antipersonnel⁶.

Par ailleurs, le Canada se réjouissait en novembre d'un autre important développement en matière de désarmement alors qu'un 65^e pays, la Hongrie, ratifiait la Convention sur les armes chimiques⁷. Cette condition maintenant remplie, la Convention pourra entrer en vigueur le 29 avril 1997.

3 – Autres questions

Le nouveau ministre de la Défense, M. Doug Young, procédait à plusieurs annonces ce trimestre. Il fit part notamment de l'achat, au coût de 500 millions \$, de nouveaux équipements tels que des viseurs thermiques pour les chars Leopard⁸ et invita les compagnies intéressées à soumettre, d'ici mai 1997, leurs devis concernant l'acquisition par le gouvernement d'une nouvelle flotte d'hélicoptères de recherche et de sauvetage⁹. Un vaste programme de réorganisation des forces de réserve fut aussi lancé¹⁰.

De ce trimestre, retenons également le séjour de représentants hongrois venus discuter de l'adhésion de leur pays à l'OTAN¹¹ et la première visite d'officiers supérieurs chinois au Canada depuis les événements de la place Tiananmen¹². Enfin, dans le dossier des vols à basse altitude de l'OTAN au

5. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 178, 1^{er} octobre 1996; *Déclaration* n° 96/40, 3 octobre 1996, *Communiqué* n° 183, 5 octobre 1996 et *Déclaration* n° 96/41, 5 octobre 1996; *Le Devoir*, 3 octobre 1996, p. A5 et 5-6 octobre 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 7 octobre 1996, p. A8.

6. ACDI, *Communiqué* n° 96-59, 3 octobre 1996 et Ministère de la Défense nationale, *Communiqué* n° NR-96.107, 28 novembre 1996.

7. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 202, 4 novembre 1996.

8. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué* n° NR-96-096, 6 novembre 1996.

9. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué* n° NR-96-105, 27 novembre 1996; *Le Devoir*, 28 novembre 1996, p. A7.

10. *Le Devoir*, 23-24 novembre 1996, p. A8; *The Globe and Mail*, 22 novembre 1996, p. A6.

11. *The Globe and Mail*, 28 novembre 1996, p. A9.

12. *The Globe and Mail*, 1^{er} novembre 1996, pp. A1-A3 et 2 novembre 1996, p. A3.

Labrador, les groupes autochtones menaçaient en novembre de boycotter la première réunion de l'Institut chargé d'étudier cette question. Après plusieurs semaines d'opposition au cours desquelles ils tentaient d'obtenir une meilleure représentation au sein du comité, les Innus décidaient finalement de participer aux travaux¹³.

D — Les politiques économiques et commerciales

1 — La loi Helms-Burton

Après avoir soulevé la légitimité de la loi américaine Helms-Burton devant l'OCDE, l'OEA et l'ALENA, le Canada ajoutait à cette liste l'OMC. Il se joignait, en qualité de tierce partie, à l'Union européenne qui obtenait, le 20 novembre, la création d'un groupe spécial de l'OMC chargé d'examiner cette loi¹⁴. Le Canada sera autorisé à y effectuer des représentations écrites ou verbales qui devront être prises en compte dans la rédaction du rapport final. Les responsables européens, canadiens et américains se rencontrèrent à Washington à ce sujet à la mi-décembre¹⁵.

D'autre part, les modifications apportées à la Loi canadienne sur les mesures extraterritoriales étrangères recevaient la sanction royale le 30 décembre de sorte qu'elles seront appliquées, tel que prévu, dès le 1^{er} janvier 1997¹⁶.

2 — L'Accord de libre-échange canado-chilien

Des difficultés de dernière minute ayant été aplanies¹⁷, le Canada et le Chili s'entendaient le 14 novembre sur le texte d'un accord de libre-échange qui comprend, comme le fait l'ALENA, des accords additionnels dans les secteurs de l'environnement et du travail. Parmi les points saillants de cet Accord dont l'entrée en vigueur est prévue le 2 juin 1997, notons une admission en franchise immédiate de 75 % des exportations canadiennes et une élimination sur cinq ans du droit chilien de 11 % sur les produits industriels, l'élimination réciproque des droits anti-dumping d'ici six ans et un accès amélioré pour les produits agricoles. L'Accord prévoit toutefois des exemptions pour les industries culturelles, le Pacte de l'automobile et les produits à offre réglementée.

13. *The Globe and Mail*, 1^{er} novembre 1996, p. A5 ; *Montreal Gazette*, 13 décembre 1996, p. F8.

14. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 241*, 21 novembre 1996 ; voir aussi *The Globe and Mail*, 3 octobre 1996, p. B6 et 11 novembre 1996, pp. B1-B6.

15. *The Globe and Mail*, 17 décembre 1996, p. A14.

16. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 261*, 30 décembre 1996.

17. *The Globe and Mail*, 28 octobre 1996, pp. B1-B5 et 15 novembre 1996, pp. B1-B4 ; *Le Devoir*, 15 novembre 1996, p. A8.

Les négociations pour cet accord, débutées en janvier 1996, n'auront nécessité que dix séances de travail¹⁸.

E — Les politiques d'immigration

La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Mme Lucienne Robillard, déposait, le 29 octobre, le Plan canadien de l'immigration pour 1997 intitulé « Maintenir le Cap¹⁹ ». Le gouvernement fédéral, qui ne prévoit pas d'augmentation des niveaux d'immigration pour les prochains mois, a fixé des niveaux similaires à ceux de l'an dernier. Ainsi, le nombre des immigrants se situera entre 168 900 et 187 700 tandis que celui des réfugiés variera entre 26 100 et 32 300. Dans la catégorie des immigrants, de 102 000 à 113 000 personnes feront partie de la composante économique alors que de 58 400 à 66 200 feront partie de la composante familiale.

D'autre part, le Canada et Hong Kong signèrent en novembre deux protocoles d'entente pour lutter contre l'immigration clandestine. En vertu de ces documents, les deux parties accepteront le retour des ressortissants qui auront été jugés non admissibles lors de leur arrivée²⁰. Signalons en terminant qu'Ottawa suspendit en décembre l'exécution des ordres d'expulsion vers le Zaïre en raison de la situation politique dans ce pays²¹.

F — Les politiques d'aide au développement

En décembre, le ministre de la Coopération internationale expliquait au Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international la répartition des coupures de 159 millions \$ annoncées pour 1997²². Les compressions n'épargneront aucune composante de l'enveloppe de l'aide publique au développement que ce soient les programmes géographiques (70 % des ressources seront concentrées dans 25 pays), les contributions aux institutions financières internationales (coupure de 7,3 %) ou le financement des ONG canadiennes (coupure de 7,1 %). Ces décisions font suite à une vaste consultation publique tenue l'été dernier.

Le cadre budgétaire de cette année prévoyait néanmoins le financement de certains projets. Parmi ceux-ci, notons une aide médicale d'urgence de 250 000 \$ en Cisjordanie et à Gaza, un don de 2,5 millions \$ à la Bolivie pour diminuer les impacts environnementaux des opérations minières dans ce pays et une contribution de 7 millions \$ à l'UNICEF pour l'éducation des jeunes filles

18. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 209, 14 novembre 1996, *Communiqué* n° 211, 18 novembre 1996 et *Déclaration* n° 96/49, 18 novembre 1996.

19. Citoyenneté et Immigration Canada, *Plan en matière d'immigration pour 1997*, 29 octobre 1996, 8p., *Communiqué* n° 96-24, 29 octobre 1996 et *Déclaration*, 29 octobre 1996; *Le Devoir*, 30 octobre 1996, p. A7; *The Globe and Mail*, 30 octobre 1996, pp. A1-A6.

20. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué* n° 96-29, 22 novembre 1996.

21. *Le Devoir*, 12 décembre 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 12 décembre 1996, p. A4.

22. ACDI, *Discours*, 10 décembre 1996.

africaines²³. Enfin, la Société pour l'expansion des exportations établissait en octobre une première ligne de crédit avec le Ghana²⁴. Celle-ci pourra s'élever à 20 millions \$ us.

G — Organisations et réunions internationales

1 — L'ONU

Le Canada suivait avec intérêt le processus d'élection du Secrétaire général des Nations Unies qui fut marqué par l'utilisation du veto américain contre M. Boutros Boutros-Ghali. Bien que s'étant déclaré en faveur du renouvellement de mandat de M. Boutros-Ghali, le Canada accueillait néanmoins avec satisfaction, le 17 décembre, la nomination du Ghanéen Kofi Annan²⁵.

D'autre part, le 15 décembre, six pays européens et le Canada créaient une force de réaction rapide. Cette force, baptisée SHIRBRIG (Standby-by Forces High Readiness Brigade) de 5000 hommes sera pleinement opérationnelle d'ici 1999 et son quartier général basé au Danemark. La création d'un tel mécanisme qui rejoint les recommandations canadiennes présentées à l'ONU en septembre 1995 a été qualifiée par le ministre canadien de la Défense de projet « le plus prometteur » en vue d'améliorer la capacité de réaction rapide onusienne au niveau tactique²⁶.

2 — L'OMC

La première conférence ministérielle de l'OMC se tenait du 9 au 13 décembre à Singapour et le ministre canadien du Commerce international, M. Art Eggleton, y participa. Les discussions s'annonçaient ardues entre les 128 pays membres notamment au sujet du délicat dossier de la libéralisation, d'ici l'an 2000, du marché des technologies de l'information. Partisan de ce projet, le Canada s'est réjoui de l'entente intervenue entre les principaux membres concernés et qui doit entrer en vigueur le 31 janvier 1997. Le Canada a aussi salué la décision des 128 pays membres de faire progresser les négociations sur l'agriculture en 1999 et celles sur les services en l'an 2000. Ottawa a également vu sa proposition concernant un programme de travail sur le lien entre l'investissement et le commerce retenue et sa proposition en faveur de la tenue d'une conférence sur l'assistance technique pour les pays moins avancés acceptée. Le ministre Eggleton, satisfait des résultats obtenus, a estimé à l'issue

23. ACDI, *Communiqué* n° 96-68, 23 octobre 1996, *Communiqué* n° 96-78, 7 décembre 1996 et *Communiqué* n° 96-79, 11 décembre 1996.

24. SEE, *Communiqué* n° 15, 23 octobre 1996.

25. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 décembre 1996; *Le Devoir*, 18 décembre 1996, p. A5.

26. *Jane's Defence Weekly*, vol 27, n° 1, 8 janvier 1997, p. 20; *Le Devoir*, 16 décembre 1996, p. A5; *Toronto Sun*, 16 décembre 1996, p. 27.

des travaux de la conférence que « des jalons solides » avaient été posés pour raffermir le système commercial mondial²⁷.

3 – L'OSCE

Le Sommet de l'OSCE qui s'est tenu les 2 et 3 décembre à Lisbonne, au Portugal, a débouché sur une déclaration non contraignante et qui se veut rassurante pour Moscou concernant l'architecture de défense européenne du 21^e siècle. De plus, la modernisation du Traité sur les forces conventionnelles en Europe a été confirmée mais les discussions sur la situation en Biélorussie et l'enclave du Nagorny-Karabakh n'ont pas permis de consensus. Pour sa part, le Canada, par l'entremise de son Premier ministre qui a assisté à la première journée du Sommet, a exhorté les participants à tirer des leçons de la crise zaïroise et à créer des mécanismes qui aideront l'OSCE à réagir de façon rapide et organisée. M. Chrétien a également profité du Sommet pour s'entretenir avec ses homologues ukrainien, polonais, allemand, irlandais et espagnol²⁸.

4 – La Francophonie

Les ministres responsables de la Francophonie des 49 pays composant cet ensemble se réunissaient à Marrakech, au Maroc, les 17 et 18 décembre. Après des échanges vigoureux, les participants ont finalement arrêté les détails de l'importante réforme institutionnelle en cours. La Conférence avait elle-même été précédée de plusieurs semaines de tension, opposant notamment la France et le Canada, au sujet de la prédominance du nouveau Secrétaire général sur l'Agence de la Francophonie (ACCT). Par ailleurs, le Canada a déposé officiellement la candidature de la ville de Moncton, au Nouveau-Brunswick, à titre d'hôte du Sommet de 1999. Ottawa estime qu'après deux sommets en Europe, deux en Afrique et deux en Asie, le moment est venu de tenir un deuxième Sommet en Amérique²⁹.

27. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 230, 3 décembre 1996, *Communiqué* n° 246, 13 décembre 1996, *Communiqué* n° 247, 13 décembre 1996 et *Déclaration* n° 96/55, 9 décembre 1996; *Le Devoir*, 11 décembre 1996, p. B2.

28. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 12 décembre 1996; *Vancouver Sun*, 3 décembre 1996, p. A10; *Toronto Star*, 1^{er} décembre 1996, p. A16 et 3 décembre 1996, p. A10; *Europolitique* n° 2180, 4 décembre 1996; *Le Monde*, 4 décembre 1996; *The Globe and Mail*, 2 décembre 1996, p. A7.

29. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 242, 12 décembre 1996; *Agence France Presse*, 17 décembre 1996; *Le Devoir*, 12-13 décembre 1996, p. A9, 18 décembre 1996, p. A4 et 19 décembre 1996, p. A5.

H — Les relations canado-américaines

1 – Les relations commerciales

Si le malaise relatif au dossier de la loi Helms-Burton a persisté (cf. section D-1), celui du système canadien des tarifs douaniers et des quotas sur les produits agricoles connaissait, en décembre, un dénouement à la satisfaction du Canada. Le groupe spécial de l'ALENA chargé de cette enquête confirma alors son jugement préliminaire de juillet dernier en statuant, à l'unanimité, que le Canada était en droit d'imposer sur certains produits agricoles en provenance des États-Unis (œufs, volaille, lait...) les tarifs autorisés par l'OMC. Le Canada espère que Washington se pliera à ce jugement en dépit de la pression des fermiers américains³⁰.

2 – Autres questions

Le Canada et les États-Unis paraphaient en octobre un accord en vue d'améliorer la sécurité nautique en Amérique du Nord³¹. Enfin, toujours en octobre, le Canada profita de la tenue du Congrès mondial de la conservation à Montréal pour continuer ses pressions au sujet du Traité du saumon du Pacifique. Il fit à ce moment adopter une résolution à ce sujet³².

I — Le Canada et l'espace européen

1 – Les missions commerciales de ministres canadiens en Europe de l'Est

Trois missions commerciales successives pilotées soit par le ministre du Commerce international soit par son collègue des Affaires étrangères se déroulaient ce trimestre en Europe orientale. Du 13 au 15 octobre, le ministre Eggleton se rendit d'abord en Pologne avec une trentaine de gens d'affaires, puis en Russie, où il accompagna, du 15 au 19, une cinquantaine de représentants commerciaux. Par la suite, les 23 et 24 octobre, le ministre Axworthy escorta en Ukraine une délégation commerciale d'une soixantaine de personnes.

Les faits saillants du passage du ministre Eggleton à Varsovie ont été son allocution devant le Club de gens d'affaires Canada-Pologne récemment créé et la signature d'un mémorandum d'entente dans le cadre duquel l'organisme polonais de crédit à l'exportation (KUKE) et son pendant canadien, la Société pour l'expansion des exportations (SEE), s'engagent à supporter un projet conjoint au Maroc³³.

30. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 229, 2 décembre 1996; *Le Devoir*, 3 décembre 1996, p. B3.

31. Pêches et Océans Canada, *Communiqué* n° C-AC-96-77-F, 7 octobre 1996.

32. Pêches et Océans Canada, *Communiqué* n° C-AC-96-82-F, 23 octobre 1996.

33. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 96/44, 14 octobre 1996 et *Communiqué* n° 189, 15 octobre 1996; *Polish News Bulletin*, 16 octobre 1996; *The Reuters Business Report*, 15 octobre 1996.

Quant aux principaux faits et gestes du ministre en Russie, ils consistèrent en la conclusion d'un accord de coopération technique pour l'installation de pellicules protectrices aux fenêtres du musée de l'Ermitage et la signature d'un protocole d'entente sur la science vétérinaire³⁴. Le ministre a aussi confirmé que de grandes entreprises privées russes seront désormais admissibles à des prêts de la SEE. On apprend également que l'ACDI financera trois nouveaux projets d'une valeur de 5,2 millions \$ pour soutenir les réformes économiques, environnementales et juridiques dans ce pays³⁵.

Quant au séjour du ministre Axworthy en Ukraine qui consistait à créer des débouchés dans les secteurs du pétrole, du gaz, de l'agro-alimentaire et de la construction, il se termina par la signature de plusieurs contrats commerciaux évalués à quelque 600 millions \$³⁶. Le ministre profita aussi de son séjour pour faire l'annonce d'une aide de 235 000 \$ destinée à des orphelinats ainsi qu'une contribution de 7,5 millions \$ pour quatre projets de modernisation de centrales hydroélectriques³⁷. Signalons enfin que le Canada appuiera aussi, plus tard dans le trimestre, le développement communautaire dans ce pays en accordant 1,2 million \$ à cinq organisations non gouvernementales ukrainiennes³⁸.

2 – L'Union européenne

Le Président du Conseil de l'Union européenne, M. John Bruton, le vice-président de la Commission européenne, Sir Leon Brittan, et le Premier ministre canadien, M. Jean Chrétien, signaient finalement à Ottawa, le 17 décembre, une Déclaration politique et un Plan d'action³⁹. La Déclaration s'inscrit dans la foulée de l'Accord-cadre de 1976 et de la Déclaration transatlantique de 1990 tandis que le Plan constitue une annexe de la Déclaration qui précise les paramètres de la nouvelle collaboration. Les points saillants de ces documents sont : une étude conjointe sur l'élimination des barrières commerciales ; une participation accrue du Canada à la nouvelle architecture européenne de sécurité ; une coopération plus poussée dans le dossier de l'élimination des armes classiques telles que les mines antipersonnel ; et une mise en commun des efforts pour mener à terme les négociations sur les points laissés en suspens lors de l'Uruguay Round.

Après les péripéties des derniers mois et les négociations intenses, la signature de ces documents a particulièrement réjoui les deux parties. Rappelons

34. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 190, 16 octobre 1996 ; *Le Devoir*, 16 octobre 1996, p. B2.

35. ACDI, *Communiqué* n° 96-63, 16 octobre 1996 ; voir *The Journal of Commerce*, 17 octobre 1996.

36. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 192, 18 octobre 1996 et *Communiqué* n° 196, 24 octobre 1996 ; *Le Devoir*, 25 octobre 1996, p. A2 ; *The Globe and Mail*, 25 octobre 1996, p. B7 ; *Reuters North American Wire*, 24 octobre 1996.

37. ACDI, *Communiqué* n° 96-66 et n° 96-67, 24 octobre 1996.

38. ACDI, *Communiqué* n° 96-69, 7 novembre 1996.

39. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 décembre 1996 ; *Europolitique* n° 2185, 21 décembre 1996 ; *Reuter European Community Report*, 18 décembre 1996 ; *Le Devoir*, 18 décembre 1996, p. A6.

qu'avant la relance des négociations en avril, ce projet avait été suspendu en raison du conflit sur les pêches qui opposa l'Espagne et le Canada. Depuis, les efforts de la présidence irlandaise ont réussi à persuader l'Espagne que ses réserves sur ce dossier pouvaient s'inscrire dans une déclaration distincte. On lit d'ailleurs à ce sujet que les deux parties œuvreront ensemble pour « éviter l'unilatéralisme et l'application extra-territoriale des lois ». Quant à l'opposition britannique sur la clause relative aux normes sociales, elle a aussi été surmontée à la satisfaction de tous, le Plan d'action réaffirmant l'orientation prise dans la Déclaration finale de l'OMC à Singapour.

L'engagement du gouvernement canadien pour le lien transatlantique s'est également fait sentir en octobre alors qu'était lancé le Forum d'affaires transatlantique Canada-Union européenne⁴⁰. Le ministre Eggleton, qui participa à cet événement, déclarait à cette occasion que le Canada et l'UE complèteraient sous peu leurs négociations portant sur un accord de reconnaissance mutuelle des normes qui devrait faciliter les efforts de vente de leurs entreprises respectives.

Par ailleurs, le litige de longue date sur la fourrure continuait d'inquiéter l'industrie canadienne. Certains ministres de l'Environnement de l'UE s'étant opposés à l'Accord international sur les normes de piégeage sans cruauté paraphé par le Canada le 6 décembre, la menace d'une interdiction complète des importations de fourrure planait toujours⁴¹. Le ministre Eggleton rencontra à cet effet M. Brittan et déclara avoir reçu l'assurance que l'interdiction n'entrera pas en vigueur tel que prévu le 1^{er} janvier 1997.

3 – La Roumanie

Les 3 et 4 octobre, le ministre roumain des Affaires étrangères, M. Teodor Melescanu, effectuait une visite officielle au Canada au cours de laquelle il rencontra, outre son homologue canadien, le ministre du Commerce international et le ministre de l'Industrie. Ensemble, ils mirent l'accent sur le volet commercial de la diversification des échanges entre leurs pays. M. Melescanu transmit aussi au Premier ministre canadien un message du président Ion Iliescu sur l'élargissement de l'OTAN plaidant l'inclusion rapide de son pays dans l'Alliance atlantique. La Roumanie qui espère faire partie de la première vague d'adhésion a récemment signé un traité de bon voisinage avec la Hongrie, geste salué par le Canada⁴².

40. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 96/48, 5 novembre 1996.

41. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 241, 11 décembre 1996.

42. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 181, 3 octobre 1996; *Le Devoir*, 5-6 octobre 1996, p. A13.

4 – La Bosnie-Herzégovine et la Serbie

Le Conseil de mise en œuvre de la paix sur la Bosnie-Herzégovine se réunissait à Paris, le 14 novembre, puis à Londres, les 4 et 5 décembre, afin de définir un programme d'action pour 1997. Le ministre canadien des Affaires étrangères participa à ces deux réunions et annonça que, pour sa part, le Canada avait décidé de consacrer ses efforts d'aide à la mise en place d'une force de police, au développement de la liberté de presse et au déminage⁴³.

À la réunion ministérielle plénière de décembre, les participants durent également tenir compte de la situation politique en République fédérative de Yougoslavie. À l'instar de nombreux autres pays, le Canada déplora la décision du gouvernement serbe d'annuler les résultats des élections locales⁴⁴. Il condamna aussi les actes de violence commis durant les manifestations populaires et exhorta le président Milosevic à respecter les conclusions de la délégation de l'OSCE chargée d'enquêter sur la tenue des élections. Un Canadien, M. Ron Gould, fit partie de cette mission⁴⁵. La situation perdurait encore à la fin du trimestre en dépit de pressions internationales et internes accrues.

Par ailleurs, le Canada annonça le 4 décembre sa contribution à la nouvelle force internationale qui succédera à la Force de mise en œuvre de la paix (IFOR) en Bosnie. Alors qu'un contingent de 1000 soldats a servi dans l'IFOR, le Canada a offert 1200 soldats à la SFOR (Force de stabilisation)⁴⁶.

J — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

1 – Le Brésil

Le récent développement des relations commerciales canado-brésiliennes nécessitant un suivi, le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Luiz Felipe Lampreia, était de passage à Ottawa, le 30 septembre, et à Toronto, le 1^{er} octobre. Le ministre Lampreia devait notamment s'enquérir de la décision du Canada de porter plainte devant l'OMC au sujet des taux d'intérêts déloyaux accordés par une banque à des exportateurs brésiliens⁴⁷.

43. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 203*, 7 novembre 1996, *Communiqué n° 226*, 29 novembre 1996 et *Déclaration n° 96/52*, 4 décembre 1996; Agence France Presse, 4 et 5 décembre 1996.

44. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 232*, 3 décembre 1996 et *Communiqué n° 258*, 24 décembre 1996.

45. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 254*, 20 décembre 1996.

46. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 233*, 4 décembre 1996; *The Ottawa Sun*, 5 décembre 1996, p. 22.

47. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 175*, 27 septembre 1996; *BBC Summary of World Broadcasts*, 15 octobre 1996.

2 – Le Chili

Accompagné de ministres et de gens d'affaires, le Président du Chili, M. Eduardo Frei, effectuait du 17 au 19 novembre sa visite officielle reportée le trimestre dernier⁴⁸. Le premier ministre Chrétien et le président Frei paraient le 18, un protocole d'entente sur le texte d'un Accord de libre-échange entre les deux pays (cf. section D-2). M. Chrétien promettait alors à son homologue d'user de son influence auprès des Américains pour obtenir rapidement l'admission du Chili dans l'ALENA. L'Accord fut officiellement signé le 5 décembre lors du séjour au Chili du ministre du Commerce international coïncidant avec la tenue de l'importante foire commerciale Expo Canada 96⁴⁹. Le ministre Eggleton a alors qualifié l'Accord canado-chilien de « mutuellement bénéfique » et de « premier lien économique d'importance entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud⁵⁰ ».

3 – Cuba

Le vice-président du Conseil d'État de Cuba, M. Carlos Lage, effectuait une visite de travail au Canada du 27 au 31 octobre. M. Lage rencontra le premier ministre Chrétien et le ministre Axworthy pour discuter de diverses questions dont le développement des droits humains et les conséquences de la loi commerciale Helms-Burton⁵¹. Par ailleurs, le Canada annonça à la même période qu'il participerait aux efforts pour secourir la population cubaine touchée par l'ouragan Lili qui avait durement frappé une partie de l'île plus tôt en octobre⁵².

4 – Le Guatemala

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy recevait, les 5 et 6 décembre, son homologue du Guatemala, M. Eduardo Stein, dans le but notamment de préciser les besoins de son pays à l'aube du rétablissement de la paix puisque l'accord de paix global intervenu ce trimestre et qui mettait fin à trente cinq ans de guerre civile pavait la voie à une transition pacifique. Dans cette perspective, le Canada appuiera plusieurs projets de l'ACDI dont la mise en œuvre d'un Fonds de développement local, procédera à la conversion des dettes actives du Guatemala en monnaie locale et accroîtra les fonds de l'ambassade canadienne pour favoriser des projets de consolidation de la paix.

48. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 novembre 1996; Agence France Presse, 19 novembre 1996; *The Journal of Commerce*, 19 novembre 1996; *Le Devoir*, 19 novembre 1996, p. A4.

49. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 231*, 3 décembre 1996 et *Communiqué n° 251*, 17 décembre 1996; *Reuters Financial Service*, 5 décembre 1996.

50. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration n° 96/54*, 4 décembre 1996.

51. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 199*, 25 octobre 1996; *The Globe and Mail*, 28 octobre 1996, p. B5.

52. *Victoria Times-Colonist*, 31 octobre 1996, p. A10.

Le Canada a également affirmé son engagement à participer à une éventuelle mission onusienne chargée de surveiller le cessez-le-feu⁵³. Le ministre Axworthy représenta le Canada, le 29 décembre, aux cérémonies de signature des accords de paix⁵⁴.

5 – Haïti

Les 20 et 21 novembre, le ministre de la Coopération internationale, M. Don Boudria, se rendait en Haïti rencontrer pour la première fois les dirigeants haïtiens et les membres de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH)⁵⁵. Quelques jours auparavant, le président Préval avait officiellement demandé une prorogation de la mission, mesure également recommandée par le Secrétaire général de l'ONU. Une fois de plus, le Conseil de sécurité se montra divisé quant à la durée et aux effectifs de la MANUH. Le Canada, qui commande cette mission, souhaitait un renouvellement de six mois au terme duquel le Conseil pourrait prolonger une dernière fois le mandat, cette fois-ci pour une période de deux mois. Cette option, accompagnée d'une réduction du nombre de militaires, fut finalement approuvée par l'ONU. L'ambassadeur canadien à l'ONU, M. Robert Fowler, déclara à l'issue du vote que son pays continuera à assumer le financement des 750 soldats canadiens servant dans la force de paix⁵⁶.

D'autre part, l'ACDI versait en octobre 70 % d'un budget de 4,8 million \$ pour un programme de cinq ans visant à accroître la production alimentaire en Haïti⁵⁷.

6 – Le Mexique

Trois ministres canadiens, ceux des Affaires étrangères, du Commerce international et des Transports, participaient à la 12^e réunion du Comité mixte Canada-Mexique qui se tenait cette année à Mexico. Leurs discussions portèrent principalement sur les progrès accomplis au sujet de la Déclaration d'objectifs canado-mexicaine et sur la mise à jour du Plan d'action à cet égard. La réunion a aussi été l'occasion de modifier l'accord sur le transport aérien de 1961 qui inclura dorénavant une clause de sécurité aérienne et de renouveler le protocole d'entente sur la lutte contre le trafic des stupéfiants. L'annonce de l'ouverture d'un centre d'éducation canadien à l'ambassade du Canada à Mexico fut également faite⁵⁸.

53. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 235*, 4 décembre 1996 ; *Le Devoir*, 5 décembre 1996, p. B7.

54. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 259*, 27 décembre 1996.

55. ACDI, *Communiqué n° 96-71*, 19 novembre 1996.

56. *Le Devoir*, 20 novembre 1996, p. A5 et 4 décembre 1996, p. B7 ; *Le Soleil*, 6 décembre 1996, p. A19 ; Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 237*, 5 décembre 1996.

57. ACDI, *Communiqué n° 96-65*, 18 octobre 1996.

58. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 250*, 17 décembre 1996 ; *Agence France Presse*, 17 décembre 1996.

K — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Considérant que l'édification d'une économie forte au Moyen-Orient et en Afrique du Nord contribue à paver la voie à la paix et la prospérité, le gouvernement canadien explorait, ce trimestre, les occasions d'affaires dans cette région. Le ministre des Affaires étrangères y dirigea une délégation de plus de trente entreprises, du 12 au 14 novembre, pour participer au 3^e Sommet économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qui se tenait au Caire⁵⁹. Puis, du 16 au 24 novembre, le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, M. Ron MacDonald, accompagna une délégation du Conseil commercial canado-arabe dans les Émirats arabes unis et en Jordanie. Il poursuivit ensuite son périple au Koweït, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza du 25 au 27 novembre⁶⁰.

1 – Le Liban

Une trentaine de pays formant le groupe dit « Les Amis du Liban » se réunissaient à Washington, le 16 décembre, pour soutenir les efforts de reconstruction dans ce pays. Le Canada était représenté par son ministre des Affaires étrangères qui annonça alors la création d'un fonds de 2 millions \$ financé par l'ACDI et une offre d'un financement à l'exportation d'au plus 100 millions \$ par le biais de la SEE. Au total, les pays participants s'engagèrent à verser plus de 3 milliards \$ à ce pays en reconstruction⁶¹.

2 – Le Maroc

À l'issue de la 5^e réunion de la Commission bilatérale Canada-Maroc qui se terminait à Ottawa le 9 octobre fut signée une Déclaration de partenariat. Le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, soulignait à cette occasion que les relations entre le Canada et le Maroc étaient sur le point « d'entrer dans une nouvelle phase de maturité et de croissance » en raison des réformes économiques entreprises par le gouvernement marocain⁶². La réunion de la Commission bilatérale a aussi permis de faire avancer les négociations sur un accord de protection des investissements, sur un accord de sécurité sociale et sur la révision d'un accord de coopération pour soutenir le secteur privé marocain. Ce dernier accord a d'ailleurs été signé à la mi-décembre à l'occasion de la visite au Maroc du ministre de la Coopération internationale, M. Don Boudria, qui s'est également rendu en Algérie lors de ce même voyage⁶³.

59. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 203, 7 novembre 1996.

60. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 208, 14 novembre 1996.

61. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 248, 13 décembre 1996, *Communiqué* n° 249, 16 décembre 1996 et *Déclaration* n° 96/59, 16 décembre 1996; *Europolitique* n° 2185, 21 décembre 1996; *Agence France Presse*, 16 décembre 1996.

62. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 187, 9 octobre 1996.

63. ACDI, *Nouvelles du mois*, n° 14, décembre 1996-janvier 1997.

L — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

1 — La région des Grands Lacs africains

La situation politique au Zaïre doublée d'une crise humanitaire dans la région des Grands Lacs faisait quotidiennement la une de l'actualité ce trimestre. Dès le 23 octobre, le Canada condamnait les violents affrontements dans le Sud-Kivu, au Zaïre, et s'inquiétait de l'instabilité croissante de la région⁶⁴. Le 30 octobre, l'ambassadeur canadien à Washington, M. Raymond Chrétien, était nommé émissaire spécial de l'ONU pour cette crise. Ottawa appuya la mission de M. Chrétien en lui fournissant un avion et les services de fonctionnaires⁶⁵. Le Canada œuvra aussi sur le plan de la diplomatie onusienne en pressant le Conseil de sécurité de considérer l'envoi d'une force neutre pour la protection des corridors humanitaires⁶⁶.

Dix jours plus tard, frustré par la lenteur de réaction de la communauté internationale, le Premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, contactait une dizaine de dirigeants étrangers puis annonçait que le Canada acceptait de mettre sur pied une force d'intervention multinationale de 10 000 soldats dont 1 500 Canadiens⁶⁷. M. Chrétien expliquera en Chambre être passé à l'action « par respect pour la dignité humaine » et pour contrer « l'aveuglement moral et l'égoïsme⁶⁸ ». Une réunion des pays intéressés par ce projet se tint à New York le 14 novembre⁶⁹ tandis que des consultations parallèles se déroulèrent à Washington pour obtenir le soutien logistique des États-Unis⁷⁰. Les appuis internationaux obtenus, le Conseil de sécurité adopta la résolution 1080 autorisant le déploiement d'une force multinationale sous commandement canadien⁷¹.

Le lieutenant-général Maurice Baril fut désigné pour diriger la coalition et les premiers soldats canadiens (dont des éléments de la nouvelle équipe d'intervention rapide — DART — récemment créée) s'embarquèrent pour l'Afrique dans les heures suivantes. Rappelons que le déploiement d'un nouveau contingent à l'étranger n'était pas sans soulever l'inquiétude devant la possibilité de surexploiter les ressources militaires canadiennes déjà engagées en Haïti et

64. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 195, 23 octobre 1996.

65. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 200, 30 octobre 1996; *Le Devoir*, 31 octobre 1996, p. A7; *The Globe and Mail*, 31 octobre 1996, pp. A1-A10.

66. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 204, 7 novembre 1996.

67. *The Globe and Mail*, 12 novembre 1996, pp. A1-A9; *Le Devoir*, 13 novembre 1996, pp. A1-A8.

68. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 18 novembre 1996.

69. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 206, 13 novembre 1996.

70. *The Globe and Mail*, 13 novembre 1996, pp. A1-A10 et 14 novembre 1996, pp. A1-A9; *Le Devoir*, 14 novembre 1996, pp. A1-A12.

71. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 210, 15 novembre 1996; *The Globe and Mail*, 16 novembre 1996, pp. A1-A8.

en ex-Yougoslavie. Sur le plan financier, les premières estimations faites par le ministère de la Défense chiffrèrent à 100 millions \$ le coût d'une opération de six mois impliquant 1 500 soldats⁷². À cette évaluation de l'implication financière du Canada dans cette crise, il faut aussi ajouter la création, par l'ACDI, d'un programme d'aide d'urgence de 15 millions \$ pour porter assistance aux réfugiés⁷³.

La réponse internationale, issue de l'initiative canadienne, ne vit toutefois pas le jour dans sa forme originale. À partir de la mi-novembre, la situation sur le terrain évolua rapidement notamment avec le retour d'un demi-million de réfugiés dans leur pays d'origine. Ce revirement provoqua chez plusieurs pays de nouvelles interrogations sur l'utilité de déployer la force multinationale. Le Canada, pour sa part, poursuivit l'envoi de troupes de reconnaissance et dépêcha le lieutenant-général Baril sur les lieux afin d'évaluer la situation⁷⁴. La secrétaire d'État pour l'Afrique, Mme Christine Stewart, entreprit de son côté une tournée africaine de consultation⁷⁵. Quant au ministre de la Coopération internationale, M. Don Boudria, il présida à Genève une réunion des principaux pays donateurs⁷⁶.

Plusieurs consultations politiques de haut niveau se déroulèrent dans un contexte de désengagement politique et de confusion sur le nombre de réfugiés à secourir⁷⁷. Une réunion de planification militaire menée par le lieutenant-général Baril se tint à Stuttgart, en Allemagne, afin de revoir les objectifs de la mission et d'étudier les scénarios d'intervention⁷⁸. À l'issue de discussions intensives, les autorités canadiennes exprimèrent leur difficulté à concilier la nécessité de faire diligence et la nécessité d'agir multilatéralement⁷⁹. Elles considèrent toutefois la mission toujours nécessaire bien que son principal objectif – le retour des réfugiés – ait été atteint. Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, soulignait d'ailleurs que l'initiative de créer la mission avait été l'un des facteurs clés dans le rétablissement de la sécurité et de la confiance des réfugiés à entreprendre leur voyage de retour.

De nouveau frustré par les tergiversations internationales, le Canada tentait d'obtenir un consensus politique autour d'une opération de parachutage de vivres⁸⁰. Le 28 novembre, le Canada annonça qu'un quartier général serait

72. *The Globe and Mail*, 15 novembre 1996, pp. A1-A9.

73. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 novembre 1996.

74. *Le Devoir*, 18 novembre 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 19 novembre 1996, pp. A1-A11 et 21 novembre 1996, p. A11.

75. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 213, 19 novembre 1996.

76. ACDI, *Communiqué* n° 96-70, 18 novembre 1996, *Communiqué* n° 96-72, 19 novembre 1996, *Communiqué* n° 96-74, 23 novembre 1996 et *Communiqué* n° 96-75, 27 novembre 1996.

77. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 19 novembre 1996.

78. *Le Devoir*, 23-24 novembre 1996, p. C10 et 25 novembre 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 25 novembre 1996, pp. A1-A9.

79. *Le Devoir*, 26 novembre 1996, pp. A1-A10.

80. *The Globe and Mail*, 26 novembre 1996, p. A13 et 27 novembre 1996, pp. A1-A12; *Le Devoir*, 27 novembre 1996, p. A5.

établi, à Entebbe, en Ouganda, pour mettre en place la capacité de parachuter des vivres dans l'Est du Zaïre⁸¹. Quelque 340 militaires canadiens déjà sur place commencèrent les préparatifs pour une telle opération avec l'aide de 300 autres militaires étrangers.

De nouveaux mouvements de réfugiés et les réticences des organisations non gouvernementales devant une opération aussi délicate rendirent rapidement caduc cet autre scénario. Le 13 décembre, le Premier ministre canadien annonça que le comité de direction international chargé de la gestion de la crise, après lecture des rapports du général Baril et de l'ambassadeur Chrétien, avait informé l'ONU qu'une mission militaire n'était plus la meilleure solution⁸². Le comité estimait plutôt préférable de mettre l'accent sur le soutien aux organismes humanitaires et le règlement des problèmes à l'origine du conflit. Dès cette annonce, les quelque 430 militaires canadiens stationnés à Entebbe, à Kigali, et dans d'autres pays africains impliqués dans l'Opération Assurance, rentraient graduellement au pays et le Canada abandonna son commandement le 31 décembre⁸³.

Au total, 34 vols humanitaires en partance d'Entebbe auront été réalisés à l'aide de trois avions Hercules canadiens. Quant aux pays donateurs, ils se réunirent de nouveau, le 13 décembre à Kigali, sous la présidence du ministre Boudria. Des contributions de 600 millions \$ étaient confirmées. L'ACDI pour sa part participera à la reconstruction de logements et de services sanitaires ainsi qu'à la formation de juges et d'inspecteurs pour veiller au respect des droits de la personne⁸⁴.

2 – Le Nigéria

Une mission du Groupe d'action ministériel du Commonwealth pouvait finalement se rendre au Nigéria durant le mois de novembre. Le Canada devait initialement faire partie de cette mission mais deux membres canadiens (les gardes du corps de la secrétaire d'État, Mme Christine Stewart) se voyaient refuser leurs visas d'entrée. Choqué par ce geste, le gouvernement canadien décida de se retirer complètement de la mission. La tension dans les relations entre les deux pays monta de nouveau d'un cran lors de la rencontre entre le ministre des Affaires étrangères nigérian, M. Tom Ikimi, et les membres de la mission. M. Ikimi accusa alors le Canada de financer des groupes chargés de déstabiliser le régime en place⁸⁵.

81. Gouvernement du Canada, *Déclaration n° 96/51*, 28 novembre 1996; *The Globe and Mail*, 28 novembre 1996, pp. A1-A10; *Le Devoir*, 29 novembre 1996, p. A9.

82. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 décembre 1996; *Ottawa Citizen*, 14 décembre 1996, p. A6; voir aussi *The Globe and Mail*, 27 décembre 1996, p. A4.

83. *La Presse*, 29 décembre 1996, p. A5.

84. ACDI, *Communiqué n° 96-80*, 13 décembre 1996.

85. *The Globe and Mail*, 11 novembre 1996, p. A8; Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 212*, 18 novembre 1996; *Ottawa Citizen*, 20 novembre 1996, p. A13.

M — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

Le 14 novembre, le gouvernement canadien désignait officiellement l'année 1997 du titre d'Année canadienne de l'Asie-Pacifique (ACAP) laquelle culminera avec la tenue à Vancouver du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)⁸⁶. Quant à la fin de 1996, elle ressemblait aux trimestres précédents, les dirigeants canadiens multipliant leur séjour dans cette région du monde. Le Premier ministre se rendit en Chine, au Japon et aux Philippines en compagnie de deux ministres, tandis que le ministre de la Coopération internationale visita le Viêt-Nam et la Chine et que le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) séjourna au Brunéi. Enfin, en plus d'accompagner M. Chrétien, le ministre du Commerce international ajouta Singapour à cette liste de pays à la mi-décembre.

1 – Le voyage en Asie du Premier ministre canadien

Secondé par le ministre du Commerce international et le secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, le premier ministre Jean Chrétien participait à la réunion des dirigeants de l'APEC qui se tenait aux Philippines, du 23 au 25 novembre, avant d'effectuer une visite de travail en Chine, le 26, puis une visite officielle au Japon, les 27, 28, 29 et 30 novembre.

Durant le 4^e Sommet des dirigeants de l'APEC, tous les membres présentaient leur plan d'action individuel définissant en détail leurs politiques actuelles de commerce et les mesures qu'ils prendront pour respecter l'échéance d'une zone de libre-échange fixée, selon leur potentiel économique, à 2010 ou 2020. Le Canada ne fit pas exception et on lit dans son rapport qu'il appuie fermement la négociation d'un accord sur les technologies de l'information et qu'il s'engage à discuter de l'élimination des droits de douane dans les secteurs des oléagineux, des métaux non ferreux, du bois, du poisson et de l'électronique.

En sa qualité de président de l'APEC pour 1997, le Canada supervisera la mise en œuvre de ces plans. Pour la même raison, il supervisera également l'application des nouveaux critères d'admission pour les futurs membres de l'APEC. Les dirigeants de l'APEC ont aussi accepté l'offre canadienne d'accueillir à Montréal, en mai prochain, une réunion de leurs ministres du Commerce. Le premier ministre Chrétien s'est réjoui de l'issue du Sommet qu'il a qualifié « d'étape importante » vers l'objectif ultime de libéralisation des échanges⁸⁷.

En Chine, la visite de M. Chrétien fut essentiellement consacrée à la signature, avec son homologue Li Peng, du contrat pour la vente de deux

86. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 207, 14 novembre 1996; voir aussi Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 21 novembre 1996.

87. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 novembre 1996 et *Discours*, 23 novembre 1996; *Le Devoir*, 23-24 novembre 1996, p. C11; *The Globe and Mail*, 25 novembre 1996, p. A8.

réacteurs nucléaires⁸⁸. Signalons à ce sujet qu'Ottawa a émis un arrêté ministériel spécial pour modifier ses règles environnementales et empêcher ainsi la tenue d'audiences publiques qui auraient pu retarder la construction de ces réacteurs. Puis, en compagnie des ministres Chan et Eggleton, M. Chrétien participait à la réunion générale annuelle du Conseil commercial Canada-Chine (CCCC). M. Eggleton fit à cette occasion plusieurs annonces d'importance⁸⁹. Il s'engagea à négocier une nouvelle ligne de crédit avec la Chine de l'ordre de 75 millions \$ et lança le premier Plan d'action commerciale du Canada pour la Chine et Hong Kong. En dressant un seul plan d'action pour les deux régions, le Canada, a expliqué M. Eggleton, souligne l'interdépendance croissante des deux marchés à l'approche de 1997 tout en reconnaissant la nature distincte du marché hong-kongais. Le ministre canadien s'est également rendu dans la ville de Suzhou, dans la province du Jiangsu, en compagnie de 175 personnes du milieu canadien des affaires⁹⁰. À l'issue de cette mission commerciale et de la tenue du CCCC, six nouveaux contrats commerciaux d'une valeur de 79 millions \$ et cinq accords de principe d'une valeur de 17 millions \$ ont été signés⁹¹.

Au Japon, M. Chrétien effectuait, bien qu'y ayant séjourné précédemment, sa première visite officielle dans ce pays. En compagnie du Premier ministre japonais, il rendit public un Programme de coopération qui met en lumière plusieurs nouvelles initiatives conjointes entre les deux pays dont la création d'un Forum permanent Canada-Japon – fruit du Forum Canada-Japon 2000 –, la mise en place d'une collaboration pour des projets d'infrastructure dans des pays tiers et un resserrement de la coopération Canada-Japon en matière de sécurité⁹². Le premier ministre Chrétien annonça aussi la signature, par sept fabricants canadiens, d'ententes évaluées à 195 millions \$ pour la vente de maisons préfabriquées au Japon⁹³. M. Chrétien salua enfin la présentation d'un rapport de la Keidanren (Fédération d'organisations économiques du Japon) venue en mission au Canada en septembre dernier pour évaluer les possibilités d'investissements et d'échanges commerciaux⁹⁴. Ce rapport laisse entendre que le Canada représente un excellent choix comme partenaire économique.

88. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 26 novembre 1996; *Le Devoir*, 27 novembre 1996, p. A2 et 29 novembre 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 8 novembre 1996, p. A4 et 26 novembre 1996, pp. A1-A10.

89. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 217*, *Communiqué n° 219* et *Déclaration n° 96/50*, 26 novembre 1996.

90. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 215*, 24 novembre 1996.

91. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 218*, 26 novembre 1996.

92. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 novembre 1996 (deux communiqués).

93. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 28 novembre 1996; voir aussi *BBC Summary of World Broadcasts*, 29 novembre 1996 et *Fiji Press Ticker Service*, 29 novembre 1996.

94. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 novembre 1996 et *Discours*, 27 novembre 1996; *Le Devoir*, 28 novembre 1996, p. A7; *The Globe and Mail*, 28 novembre 1996, p. B7.

2 – Le séjour du ministre Boudria au Viêt-nam et en Chine

Le ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, M. Don Boudria, entreprenait son premier voyage officiel au Viêt-nam et en Chine du 11 au 19 novembre. Le ministre profitait de son passage à Hanoi pour annoncer cinq nouveaux projets de développement dans les domaines de l'intégration des femmes à l'économie, de la micro-entreprise, de la gestion cadastrale, de la formation linguistique et des transferts technologiques⁹⁵. Il annonça aussi une contribution de 4 millions \$ pour la tenue du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra dans ce pays en 1997⁹⁶.

Pour la deuxième portion de son voyage, M. Boudria était accompagné de sept chefs d'entreprises afin de promouvoir les intérêts commerciaux du Canada en Chine. Il discuta également du programme canadien de coopération avec ses interlocuteurs chinois. Le ministre annonça alors que l'ACDI financera trois nouveaux projets dans les secteurs de l'efficacité énergétique, de la gestion des petites entreprises et de la protection de l'environnement⁹⁷.

3 – La Birmanie

Le Canada condamnait une nouvelle fois, ce trimestre, la répression du mouvement pro-démocratique par le régime militaire birman. Le 25 octobre, il demandait la libération du vice-président de la ligue nationale pour la démocratie arrêté à la suite d'une manifestation pacifique⁹⁸.

Par ailleurs, le gouvernement de Rangoon confirmait en novembre avoir retrouvé les débris d'un avion canadien disparu en 1945 dans la jungle birmane⁹⁹. Des Canadiens se rendront sous peu sur les lieux de l'écrasement.

4 – Le Brunéi

Le secrétaire d'État, Raymond Chan, effectuait la première visite officielle au Brunéi depuis que le Canada y a ouvert son haut-commissariat en 1995. Accompagné de gens d'affaires, le ministre avait pour principal objectif la création des débouchés sur ce marché de plus en plus actif pour les Canadiens¹⁰⁰. Signalons que les exportations canadiennes ont atteint 5,2 millions \$ pour les six mois de 1996 comparativement à 1,4 million \$ pour la même période en 1995.

95. ACDI, *Communiqué* n° 96-62, 15 octobre 1996.

96. ACDI, *Communiqué* n° 96-61, 14 octobre 1996.

97. ACDI, *Communiqué* n° 96-64, 18 octobre 1996.

98. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 198, 25 octobre 1996.

99. *La Presse*, 29 novembre 1996, p. A3.

100. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 227, 29 novembre 1996.

5 – La Chine

Le ministre du Commerce international se rendait une deuxième fois en Chine, ce trimestre, ce qui en faisait le quatrième ministre d'importance à visiter ce pays en l'espace de quelques semaines. Lors de ce deuxième séjour réalisé à la mi-décembre, il dirigea une délégation de 32 gens d'affaires et rencontra d'éminents leaders économiques dont la ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique, Mme Wu Yi, et le président de la Commission de planification de l'État. L'admission de Beijing au sein de l'OMC et l'élimination de barrières commerciales imposées sur certains produits chinois ont également été discutées¹⁰¹.

Par ailleurs, dans le domaine environnemental, l'ACDI annonça en octobre qu'elle financera un projet de 7 millions \$ pour accroître la sécurité des vieux barrages en Chine dont plusieurs ne répondent plus aux normes de sécurité actuelles¹⁰².

6 – Le Japon

Outre la visite de M. Chrétien dans ce pays (cf. section M-1), retenons de ce trimestre le lancement d'une nouvelle édition du Plan d'action du Canada pour le Japon. Destinée à multiplier les relations d'affaires avec ce pays, cette 4^e édition cible de nouveaux débouchés dans des secteurs à forte croissance tels que les produits de construction ou les produits de la mer¹⁰³. Enfin, signalons que le différend sur la taxation des alcools japonais était définitivement clos le 4 octobre alors que le rapport de l'Organe d'appel de l'OMC confirma la décision rendue en juillet en faveur du Canada, des États-Unis et de l'UE¹⁰⁴.

7 – Singapour

Profitant de sa participation à la réunion de l'OMC en décembre, le ministre du Commerce international rencontra lors de son séjour à Singapour les membres de l'Association des gens d'affaires Canada-Singapour. Il les incita à multiplier les occasions d'affaires entre les deux pays et précisa que le Canada entendait renforcer ses relations économiques avec Singapour en formant d'ici un an une vingtaine d'alliances entre des grandes firmes, notamment dans le domaine informatique, en explorant les possibilités de missions conjointes dans des pays tiers et en tentant d'obtenir une représentation singapourienne à Ottawa. M. Eggleton invitait également le premier ministre

101. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 244, 13 décembre 1996; *BBC Summary of World Broadcasts*, 18 décembre 1996.

102. ACDI, *Communiqué* n° 96-57, 3 octobre 1996; *The Globe and Mail*, 18 octobre 1996, p. A10.

103. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 221, 27 novembre 1996.

104. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 182, 4 octobre 1996.

Goh Chok Tong à faire coïncider sa venue au Canada pour le Sommet de l'APEC avec la tenue d'une importante mission commerciale¹⁰⁵.

N — Chronologie thématique*

Le Canada et le terrorisme

8 octobre :

Le Canada condamne le double attentat à la bombe perpétré au quartier général de l'armée britannique à Lisburn, en Irlande du Nord. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 185, 8 octobre 1996).

3 décembre :

Le Premier ministre canadien transmet ses condoléances au Président français à la suite de l'explosion d'une bombe dans une station de métro à Paris. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 décembre 1996)

17 au 31 décembre :

Le gouvernement canadien suit de près la prise d'otages massive perpétrée par un mouvement de guérilla dans l'ambassade du Japon à Lima, au Pérou. Le 23 décembre, une partie des otages dont la totalité des otages canadiens sont libérés et Ottawa souligne le travail de l'ambassadeur du Canada au Pérou, M. Anthony Vincent, qui, durant les premiers stades de la crise, a servi de négociateur auprès des terroristes. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 252, 18 décembre 1996, *Communiqué* n° 256, 23 décembre 1996; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 18 décembre 1996).

17 décembre :

Le Premier ministre canadien se dit choqué par l'assassinat d'une Canadienne survenu dans un hôpital de Tchétchénie ainsi que de six employés de la Croix-Rouge internationale. (Cabinet du Premier ministre, *Déclaration*, 17 décembre 1996).

Accueil de dignitaires étrangers

7 au 10 octobre :

Dans le but de renforcer les liens économiques, M. Daniel Duncan, le Premier ministre de la Côte d'Ivoire, rencontre des représentants du gouvernement fédéral, ontarien et québécois. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 7 octobre 1996).

105. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration* n° 96/58, 12 décembre 1996.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

9 octobre :

Le Premier ministre de la Trinité-et-Tobago, M. Basdeo Panday, effectue une visite de travail à Ottawa durant laquelle il signe un mémorandum d'entente sur la coopération environnementale. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 7 octobre 1996; *Eco-Log Week*, 18 octobre 1996)

21 octobre :

Le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, reçoit son homologue suédois, M. Björn von Sydow, qui effectue une visite de trois jours consacrée aux questions de commerce bilatéral et mondial. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 193, 21 octobre 1996).

18 au 25 novembre :

Le Premier ministre des Bahamas, M. Hubert Ingraham, visite Montréal, Toronto et Vancouver dans le cadre d'une mission de promotion des investissements. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 15 novembre 1996; *Canada Newswire*, 24 novembre 1996).

4 au 7 décembre :

Mme Carol Bellamy, directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance est de passage au Canada pour discuter de la défense des enfants à l'échelle mondiale. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué*, 7 octobre 1996).

Ententes et accords bilatéraux

17 octobre :

Le gouvernement canadien annonce qu'une convention fiscale a été signée le 25 septembre avec le Kazakhstan. (Ministère des Finances, *Communiqué* n° 96-073, 17 octobre 1996)

29 octobre :

Le Canada et l'Australie débute des négociations en vue de réviser la convention fiscale qui les lie. (Ministère des Finances, *Communiqué* n° 96-078, 29 octobre 1996)

5 novembre :

On apprend la conclusion d'une entente sur la libéralisation du transport aérien avec l'Allemagne. (Ministère des Transport, *Communiqué* n° 173/96, 5 novembre 1996; *The Globe and Mail*, 11 novembre 1996, p. B4).

Nomination diplomatique

1^{er} octobre :

M. Michael Philips est nommé ambassadeur en Irlande. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* n° 179, 1^{er} octobre 1996).